

NUMÉRO DE LA DÉCISION : MCRC11-00074  
DATE DE LA DÉCISION : 20110331  
NUMÉRO DE LA DEMANDE : 2-M-330897-110  
NUMÉRO DE RÉFÉRENCE : Q11-81126-1  
OBJET DE LA DEMANDE : Autorisation de céder ou aliéner les  
véhicules lourds  
MEMBRE DE LA COMMISSION : Anne-Lucie Brassard

---

**3090-2639 Québec inc.**  
NIR : R-565179-0

Demanderesse

## **DÉCISION**

### **LES FAITS**

[1] La Commission des transports du Québec (la Commission) est saisie d'une demande pour permission de céder un véhicule lourd appartenant à 3090-2639 Québec inc.

[2] Centre du Camion Gamache inc. a introduit la présente demande au nom de 3090-2639 Québec inc., car le dossier d'évaluation de propriétaire et exploitant de véhicules lourds de celle-ci a été soumis à la Commission par la Société de l'assurance automobile du Québec. Le dossier de vérification de comportement de la demanderesse à la Commission porte le numéro de référence M10-11099-2.

[3] Il appert au dossier que Centre du Camion Gamache inc. a acheté le véhicule visé de Service Financiers CIT ltée, crédit-bailleur. Cette dernière a repris possession de ce véhicule en vertu d'un jugement de la Cour supérieure en date du 26 janvier 2011.

[4] Centre du Camion Gamache inc. est inscrite au Registraire des entreprises du Québec (1143027788) et au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds de la Commission (R-543249-8) et elle porte la cote de sécurité « satisfaisant ».

### **LE DROIT**

[5] L'autorisation demandée est requise en vertu de l'article 33 de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds*<sup>1</sup> (la *Loi*), lequel se lit comme suit :

« 33. Une personne inscrite à qui la Commission attribue une cote de sécurité « insatisfaisant » ou une cote de sécurité « conditionnel » ne peut céder ou autrement aliéner les véhicules lourds immatriculés à son nom sans le consentement de la Commission qui doit le lui refuser lorsqu'elle estime que la cession ou l'aliénation aurait pour objet de contrer l'application de la mesure administrative imposée.

Le premier alinéa s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds qui fait l'objet d'une enquête de la Commission visant à déterminer s'il tente de se soustraire à l'application de la présente loi. Il s'applique également à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds dont la Commission est saisie du dossier en vue de l'imposition d'une mesure administrative et ce, soit à compter de la transmission à la Commission du dossier constitué par la Société conformément à l'article 22, soit à compter de la transmission par la Commission du préavis visé à l'article 37 dans les autres cas. »

### **ANALYSE**

[6] Il ressort particulièrement du libellé de cet article que la Commission doit s'assurer du fait que la cession ou l'aliénation du véhicule n'a pas pour objet de contrer l'application d'une mesure administrative imposée ou de se soustraire à l'application de la *Loi*.

[7] Pour exercer correctement sa compétence en vertu de l'article précité, la Commission doit être informée du nom et de toutes les coordonnées nécessaires pour identifier l'éventuel acquéreur ainsi que du type d'activité auquel il se consacre.

[8] La preuve documentaire produite au dossier démontre que la cession du véhicule ne vise pas à contrer l'effet de l'article 33 de la *Loi*. La Commission estime qu'elle peut donc accorder l'autorisation demandée.

---

<sup>1</sup> L.R.Q. c. P-30.3.

**PAR CES MOTIFS,**      **la Commission des transports du Québec:**

**ACCUEILLE**              la demande;

**AUTORISE**              le transfert du véhicule ci-après identifié, en faveur de  
Centre du Camion Gamache inc.:

Marque :	Fontaine
Année :	2006
Numéro de série :	13N24830561538229.

M<sup>e</sup> Anne-Lucie Brassard, avocate  
Membre de la Commission